
UMP : un projet économique et social aux conséquences catastrophiques

Cherchant à discréditer le Front National, l'UMP, comme le PS, se présentent comme les seuls capables de porter un projet économique et social crédible, et bon pour le pays. Ces « partis de gouvernement » seraient ainsi les seuls dépositaires de la compétence technique et de l'intelligence politique nécessaires pour diriger la France et travailler au bien des Français.

Ils se permettent dès lors de prétendre qu'à la différence du Front National, ils proposent quelque chose, ils ont un projet destiné à améliorer la situation des Français.

Moins dogmatique que les fanfarons de l'UMP, le Front National ne nie pas que ces partis aient un projet économique et social, hélas bien connu.

Ce projet, commun sur la plupart des points, s'inscrit d'abord dans la continuité du bilan d'équipes au pouvoir depuis des années (15 ans pour l'UMP, 15 ans pour le PS sur les 30 dernières années) et qui ne remettent jamais en cause leurs fondamentaux :

➔ **30 ans d'échec et d'aggravation de la situation sur tous les fronts (emploi, pouvoir d'achat, services publics, injustices) discréditent la crédibilité affichée de ce projet économique et social.**

Le projet de l'UMP, parti au pouvoir, et les propositions de tel ou tel dans le débat politique, méritent par ailleurs qu'on s'y attarde, tant ils sont lourds de conséquences pour la France et les Français.

➔ **Les experts du Front National ont donc évalué les conséquences prévisibles du projet économique et social de l'UMP, en se fondant sur des hypothèses réalistes, et en tirant le bilan du passé ; leurs conclusions sont sans appel : les conséquences du projet économique et social de l'UMP constituent dans tous les domaines une aggravation importante des difficultés déjà rencontrées par les Français.**

L'objectif de ce document n'est pas de comparer les projets de l'UMP et du FN, mais d'expertiser objectivement le projet de ceux qui ne cessent de se présenter comme les « professionnels » de la politique, les « experts » économiques, sans avoir l'humilité de regarder leur bilan. **Le FN continue par ailleurs de développer son propre projet économique et social, n'en déplaise aux bonimenteurs de l'UMP, comme le prouvent nos fréquentes publications et interventions médiatiques (exemples : <http://www.frontnational.com/?cat=1118>, <http://www.frontnational.com/pdf/20110128-Redressement-services-publics.pdf>).**

DOMAINE	PROJET DE L'UMP	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PROJET DE L'UMP
POLITIQUE MONÉTAIRE	<p>➤ Statu quo : maintien dans la zone euro</p>	<p>✓ Etouffement des exportations, au sein de la zone euro par rapport à l'Allemagne, et en dehors face à nos concurrents. L'Allemagne joue la carte de la désinflation compétitive (baisse des salaires), sachant que contrairement au passé nous n'avons plus la capacité de retrouver notre compétitivité en dévaluant la monnaie. L'Italie a le même problème.</p> <p>✓ Difficultés pour nos secteurs économiques confrontés à la concurrence déloyale des biens importés</p> <p>✓ Ajustement par les dépenses sociales et les taxes plutôt que par la monnaie, face à la crise économique : à terme, une intervention du plan de sauvetage européen et du FMI est inéluctable, comme en Irlande et en Grèce, au prix d'un saccage social effroyable (Irlande : SMIC diminué de 11,5% !)</p>
POLITIQUE BUDGÉTAIRE	<p>➤ Soutien à la révision annoncée du Traité de Lisbonne, qui prévoit un contrôle des budgets des Etats par la Commission européenne</p> <p>➤ Ajustement budgétaire mécanique, du fait de l'euro, et de l'impossibilité d'utiliser l'arme monétaire face à la crise économique => poursuite de la compression des dépenses d'intervention et d'investissement de l'Etat.</p> <p>➤ Dette : poursuite du recours exclusif à l'emprunt auprès des banques et des marchés financiers internationaux</p>	<p>✓ Recul de la démocratie : les parlements nationaux perdent en grande partie la maîtrise du budget au profit d'une autorité non élue</p> <p>✓ Privatisations et vente du patrimoine de l'Etat afin de « boucher les trous » (déjà 3 milliards d'euros de ventes depuis 2005)</p> <p>✓ Effet « boule de neige » de la dette : selon le modèle actuel, la dette française atteint 3000 milliards d'euros, sans perspective d'apurement avant 2130, au prix d'un quasi-arrêt des aides sociales, notamment à destination des plus faibles</p>

DOMAINE	PROJET DE L'UMP	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PROJET DE L'UMP
POLITIQUE BUDGÉTAIRE (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place du Fonds de sauvetage européen (FESF) et de la caution française (quote-part), sans débat véritable et sans accord du peuple français pourtant lourdement engagé pour l'avenir ➤ Pas de projets de réduction des dépenses les plus massives et nocives (immigration, contribution budgétaire française à l'Europe de 19 milliards d'euros pour 12 milliards de retour chaque année, fraude sociale évaluée à 3 milliards par an par la Cour des Comptes, dérives de la décentralisation) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'activation du mécanisme du FESF oblige les Français à payer les dettes des pays européens les plus affaiblis ou en défaut avant de payer la leur ✓ Accélération de la réduction du nombre d'agents de l'Etat indispensables à la vie de la Nation : policiers et gendarmes (-3000 par an depuis 2005), professeurs, juges, infirmières, militaires ; augmentation en parallèle de la fonction publique territoriale qui pèse sur nos comptes ✓ Creusement du déficit budgétaire et de la dette : selon les prévisions du FMI, le déficit budgétaire atteint 3,9% en 2013, et toujours 3,2% en 2014. La dette publique reste dans le meilleur des cas accrochée à 90% du PIB.
POLITIQUE SOCIALE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le modèle américain, privatisation rampante de la protection sociale, en commençant par la dépendance, qui risque d'être confiée aux assurances privées (préconisation du rapport de la députée UMP Valérie Rosso-Debord) ➤ 2013 : reprise de la réforme Sarkozy des retraites non financée aujourd'hui (pistes déjà avancées : accentuation des décisions déjà prises) ➤ Gel du traitement des fonctionnaires et absence de coup de pouce pour le SMIC (dans le meilleur des cas) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dégradation du niveau de santé général des Français (aux Etats-Unis, pour la première fois en 2010 l'espérance de vie a baissé) ✓ Forte progression des injustices et des inégalités, face à la maladie, à la vieillesse, à la dépendance ✓ Appauvrissement des retraités, et baisse des petites retraites ✓ Coût budgétaire fort de l'AME (600 millions d'euros par an), au bénéfice des clandestins et appel d'air en faveur de l'immigration ✓ Baisse du pouvoir d'achat des classes populaires et paupérisation des classes moyennes du fait du gel des salaires et de la hausse des tarifs publics

DOMAINE	PROJET DE L'UMP	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PROJET DE L'UMP
POLITIQUE SOCIALE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Hausse prévisible des tarifs des services publics (transports, énergie : EDF doit financer son obligation d'investissement dans le renouvelable, etc.) ➤ Maintien de l'Aide Médicale d'Etat (AME). La réformette de l'automne 2010 n'a en aucun cas remis en cause l'AME. ➤ Pas d'infléchissement annoncé du rythme de distribution des titres de séjour vers la France (200 000 en 2010, contre 160 000 par an en moyenne sous L.Jospin, et 75% de plus qu'en Allemagne) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inégalités dans l'accès aux services publics ✓ L'arrivée massive d'immigrés accentue la pression à la baisse sur les salaires dans les secteurs non délocalisables (BTP, restauration,...)
POLITIQUE FISCALE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite prévisible de la création de taxes sur la consommation (déjà 24 mises en place depuis 2007) ➤ Fiscalité environnementale : projet pas vraiment entermé. L'UMP s'était prononcé en faveur de la « taxe carbone » ➤ En débat au sein de l'UMP : hausse de la TVA et création de la « TVA sociale » (projet du n°1 de l'UMP, Jean-François Copé) ➤ Projet latent d'impôt européen, jamais clairement écarté par l'exécutif français 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aggravation de l'injustice fiscale en l'absence de réforme d'ensemble du système : les classes moyennes et les PME continueront d'en être les premières victimes ✓ Coup porté au pouvoir d'achat et à la consommation

DOMAINE	PROJET DE L'UMP	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PROJET DE L'UMP
POLITIQUE INDUSTRIELLE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien des règles des Traités européens : interdiction des aides d'Etat, interdiction de limitation des délocalisations, interdiction de projets type « Small Business Act » (priorité aux PME dans les marchés publics), obligation de respecter la « concurrence libre et non faussée » ➤ Absence de vision stratégique de l'Etat, pas de projet précis en matière d'innovation et d'investissement dans la R&D (aujourd'hui 2,1% du PIB, loin des 3% fixés comme objectif en 2000) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuite de la désindustrialisation de notre pays (1,9 million d'emplois et 10 points de PIB perdus depuis 1980 d'après une étude du Trésor de juin 2010) ✓ Montée parallèle du chômage et de l'emploi précaire ✓ Recul de la part de marché de la France dans le monde (5% en 2000, 3,5% aujourd'hui)
POLITIQUE COMMERCIALE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien du libre-échange intégral dans le cadre des règles des Traités de l'Union européenne ➤ Pas de représentation de la France dans les négociations OMC mais une représentation de l'UE : aucune réforme à ce sujet 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuite des dégâts causés par la concurrence déloyale en matière industrielle et agricole : recul de nos positions, chômage ✓ Le libre-échange intégral (l'UE est la zone la moins protégée du monde) accentue la pression à la baisse sur les salaires, les travailleurs français étant placés directement en concurrence avec le monde entier. ✓ Pas de possibilité de défendre nos intérêts nationaux à l'OMC

DOMAINE	PROJET DE L'UMP	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PROJET DE L'UMP
FONCTION PUBLIQUE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite de la réduction des postes d'agents de l'Etat indispensables à la vie de la Nation (policiers, gendarmes, CRS, gendarmes mobiles, professeurs, infirmières, militaires,...) ➤ Pas de remise en cause des dérives de la décentralisation (intercommunalités, régions, etc.). La réforme territoriale votée en 2010 n'a pas apporté de modification significative et a largement consacré le statu quo institutionnel au niveau local. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Montée de l'insécurité et perte de capacité de réaction face aux émeutes ✓ Dégradation des conditions de transmission du savoir et de discipline dans les établissements scolaires ✓ Dégradation du service hospitalier ✓ Amoindrissement de nos capacités militaires et de défense stratégique ✓ Effets pervers de la décentralisation : mille-feuille institutionnel peu compréhensible, clientélisme, dépenses somptuaires, embauche massive de fonctionnaires locaux
SERVICES PUBLICS	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Libéralisations dans le cadre des Traités européens (articles 60 + 101 à 109 du Traité de Lisbonne) ➤ Sous pression budgétaire, réduction attendue de l'investissement de l'Etat dans les services publics 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuite de la baisse de la qualité du service public ✓ Hausse des prix, conséquence du désengagement de l'Etat ✓ Risques accrus d'accidents (voir le rail britannique)